

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT  
DU 8 AVRIL 2015**

**GT/RT**

**OBJET : N° 1.1 – ADMINISTRATION GENERALE –  
CONVENTION SEBA / COMMUNE ADHERENTE RELATIVE A LA DECI -**

L'an deux mille quinze, le huit du mois d'avril à neuf heures quinze minutes, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

**Etaient présents :**

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,  
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,  
M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,  
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat

M. Joseph FALLOT, Membre du Bureau,  
M. James BELLOT, Membre du Bureau,  
Mme Dominique CHAGNOL, Membre du Bureau.

**Etaient absents excusés :**

M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,

M. Jean-Marie DURIEU, Membre du Bureau,  
M. Patrice FLAMBEAUX, Membre du Bureau.

**Etaient absents :**

M. René UGHETTO, Membre du Bureau,  
M. Marc SOUTEYRAND, Membre du Bureau,  
M. Stéphane CIVIER, Membre du Bureau,  
M. Jean-Pierre IMMACOLATO, Membre du Bureau,  
Mme Jessica KONARZEWSKI, Membre du Bureau.

**A été élu secrétaire de séance :** M. Angelin RAMANMALI.

**OBJET : N° 1.1 – ADMINISTRATION GENERALE –  
CONVENTION SEBA / COMMUNE ADHERENTE RELATIVE A LA DECI -**

Envoyé en préfecture le 15/04/2015

Reçu en préfecture le 15/04/2015

Notifié le

Berger  
Levrault

**(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Comité Syndical en date du 26 mai 2014).**

En matière de défense extérieure contre l'incendie désignée ci-après « DECI », le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit les dispositions suivantes :

« Art. L. 2225-1.-La défense extérieure contre l'incendie a pour objet d'assurer, en fonction des besoins résultant des risques à prendre en compte, l'alimentation en eau des moyens des services d'incendie et de secours par l'intermédiaire de points d'eau identifiés à cette fin. Elle est placée sous l'autorité du maire conformément à l'article L. 2213-32.  
« Art. L. 2225-2.-Les communes sont chargées du service public de défense extérieure contre l'incendie et sont compétentes à ce titre pour la création, l'aménagement et la gestion des points d'eau nécessaires à l'alimentation en eau des moyens des services d'incendie et de secours. Elles peuvent également intervenir en amont de ces points d'eau pour garantir leur approvisionnement.  
« Art. L. 2225-3.-Lorsque l'approvisionnement des points d'eau visés aux articles L. 2225-1 et L. 2225-2 fait appel à un réseau de transport ou de distribution d'eau, les investissements afférents demandés à la personne publique ou privée responsable de ce réseau sont pris en charge par le service public de défense extérieure contre l'incendie.

Ces dispositions ont été complétées utilement par le décret n°2015-235 du 27 février 2015 paru au JO du 1<sup>er</sup> mars 2015 et devront être complétées, d'une part, par un référentiel établi par arrêté interministériel qui devrait apporter des éléments méthodologiques et techniques et, d'autre part, par un règlement départemental qui déclinera, pour chaque département, les règles, dispositifs et procédures de DECI et qui sera arrêté par le Préfet après avis du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours.

A l'issue de cette dernière formalité, un schéma communal de DECI peut être élaboré par le Maire. Pour permettre à ce dernier de préparer l'élaboration de ce document et sans attendre la parution des textes susmentionnés, il est proposé que le Syndicat, bien que n'ayant pas d'obligation de garantir les besoins de la DECI à partir de ses réseaux en raison de ses propres obligations sanitaires et de santé, apporte sa contribution à la réalisation des schémas des Communes du SEBA-Distribution en mettant à disposition les données et fichiers nécessaires et, ce, dans le respect de l'article 8 de son règlement de service de l'eau.

A cet effet, le SEBA s'engage à remettre gratuitement, sur simple demande de la Commune ou de son mandataire, les fichiers de modélisation hydraulique des réseaux d'eau potable la concernant, datés de leur création ou de leur dernière actualisation. La remise de la modélisation sera effectuée sous le format EPANET (.net) avec l'engagement de la Commune de n'utiliser ces fichiers qu'aux fins de la DECI et de remettre en fin d'étude au SEBA et/ou à son délégataire les fichiers de modélisation avec :

- le calage hydraulique du modèle avec les mesures effectuées sur le réseau,
- les poteaux d'incendie conformes ou non conformes avec leurs caractéristiques techniques,
- les données techniques issues des interventions d'entretien et de contrôle des appareils de lutte contre l'incendie.

L'ensemble des obligations des deux parties – SEBA et commune – fait l'objet de la convention jointe en annexe qui entrera en vigueur à compter de sa signature et prendra fin à l'achèvement de la réalisation des prestations.

Le Bureau Syndical est appelé à :

- se prononcer sur le principe de cette convention telle qu'**annexée**,
- autoriser le Président à la signer.

Après en avoir délibéré, le Bureau du Syndicat, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** cette proposition.

**POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,**  
Le Président,

Jean PASCAL

- 2 - Bureau Syndical du 08/04/2015

« La Sigalière » – Les Vergnades – 07110 LARGENTIERE

Tél. 04 75 89 96 96 – Fax : 04 75 89 96 97 – E.mail : [administration@seba-eau.fr](mailto:administration@seba-eau.fr) - Site internet : [www.seba-eau.fr](http://www.seba-eau.fr)

## **Convention relative à la contribution du SEBA à l'élaboration du Schéma Communal de la Défense Extérieure Contre l'Incendie des Communes adhérentes au SEBA Distribution**

Entre,

La Commune de \_\_\_\_\_, adhérente au SEBA Distribution représentée par son Maire, M \_\_\_\_\_, dûment accrédité à la signature des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du \_\_\_\_\_, désignée ci-après "**la Commune**", d'une part,

et

Le Syndicat des Eaux du Bassin de l'Ardèche, représentée par son Président, Monsieur **Jean PASCAL**, dûment accrédité à la signature des présentes par délibération du Bureau Syndical en date du \_\_\_\_\_ désigné ci-après "**le SEBA**", d'autre part,

### **Préambule**

En matière de défense extérieure contre l'incendie désignée ci-après « DECI », le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit les dispositions suivantes :

« Art. L. 2225-1.-La défense extérieure contre l'incendie a pour objet d'assurer, en fonction des besoins résultant des risques à prendre en compte, l'alimentation en eau des moyens des services d'incendie et de secours par l'intermédiaire de points d'eau identifiés à cette fin. Elle est placée sous l'autorité du maire conformément à l'article L. 2213-32. »

« Art. L. 2225-2.-Les communes sont chargées du service public de défense extérieure contre l'incendie et sont compétentes à ce titre pour la création, l'aménagement et la gestion des points d'eau nécessaires à l'alimentation en eau des moyens des services d'incendie et de secours. Elles peuvent également intervenir en amont de ces points d'eau pour garantir leur approvisionnement. »

« Art. L. 2225-3.-Lorsque l'approvisionnement des points d'eau visés aux articles L. 2225-1 et L. 2225-2 fait appel à un réseau de transport ou de distribution d'eau, les investissements afférents demandés à la personne publique ou privée responsable de ce réseau sont pris en charge par le service public de défense extérieure contre l'incendie. »

Ces dispositions ont été complétées utilement par le décret n°2015-235 du 27 février 2015 paru au JO du 1<sup>er</sup> mars 2015 et devront être complétées, d'une part, par un référentiel établi par arrêté interministériel qui devrait apporter des éléments méthodologiques et techniques et, d'autre part, par un règlement départemental qui déclinera, pour chaque département les règles, dispositifs et procédures de DECI et qui sera arrêté par le Préfet après avis du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours.

A l'issue de cette dernière formalité, un schéma communal de DECI peut être élaboré par le Maire. Pour permettre à ce dernier de préparer l'élaboration de ce document et sans attendre la parution des textes susmentionnés, le Syndicat des Eaux du Bassin de l'Ardèche, bien que n'ayant pas d'obligation de garantir les besoins de la DECI à partir de ses réseaux en raison de ses propres obligations sanitaires et de santé, entend cependant apporter sa contribution à la réalisation du schéma communal en mettant à disposition des données et fichiers et ce dans le respect de l'article 8 de son règlement de service de l'eau joint **en annexe 1**. C'est l'objet de la présente convention.

## **Article 1<sup>er</sup> – Objet**

Le schéma communal de DECI, établi en conformité avec le règlement départemental, prend en compte le schéma de distribution d'eau potable prévu à l'article L 2224-7-1 du CGCT. La présente convention a pour objet de définir les modalités techniques et financières de mise à disposition des données du service et des fichiers informatiques de modélisation des réseaux d'eau potable nécessaire à l'élaboration du schéma communal de la DECI.

## **Article 2<sup>ème</sup> – Mise à disposition des données et fichiers informatiques de modélisation**

Le SEBA s'engage à remettre, sur simple demande de la Commune ou de son mandataire, les fichiers de modélisation hydraulique des réseaux d'eau potable la concernant, datés de leur création ou de leur dernière actualisation. La remise de la modélisation sera effectuée sous le format EPANET (.net).

## **Article 3<sup>ème</sup> – Engagement de la commune**

La Commune s'engage à :

- N'utiliser ces fichiers de modélisation qu'aux fins de la DECI ;
- Ne pas diffuser ces fichiers qui restent à la propriété du SEBA ;
- Remettre en fin d'étude au SEBA et/ou à son délégataire les fichiers de modélisation avec :
  - le calage hydraulique du modèle avec les mesures effectuées sur le réseau,
  - les poteaux d'incendie conformes ou non conformes avec leurs caractéristiques techniques,
  - les données techniques issues des interventions d'entretien et de contrôle des appareils de lutte contre l'incendie.

## **Article 4<sup>ème</sup> – Rapport Provisoire sur le schéma communal la DECI**

Avant validation au service prévision du SDIS 07, la Commune remettra au SEBA un rapport comportant :

- Une présentation de la modélisation du réseau ;
- Un descriptif du réseau et des appareils de lutte contre l'incendie associés ;
- Le diagnostic de la capacité du réseau au regard des besoins de la défense incendie ;
- les préconisations de travaux ou d'aménagements avec des priorités.

La présentation du rapport au SEBA a pour objectifs de :

- Contrôler la compatibilité des propositions et orientations du schéma communal de la DECI avec les obligations sanitaires de production et distribution d'eau potable,
- Proposer des optimisations permettant d'aboutir ainsi à l'amélioration des deux services (AEP et DECI),
- Présenter les préconisations techniques en lien avec des travaux de renforcement et/ou d'extension de réseau d'eau potable.

En effet, les projets de DECI devront respecter les exigences sanitaires, préoccupation première d'un service public d'eau potable. De la même manière, les propositions techniques de DECI ne pourront en aucune manière imposer des modifications du réseau AEP. Seule l'autorité organisatrice dudit service AEP est en mesure d'effectuer les choix techniques d'adaptation de ses équipements.



### **Article 5<sup>ème</sup> - Responsabilité**

La Commune s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la bonne exécution des modalités techniques par l'effet de la présente convention en s'entourant de bureaux d'étude spécialisés, du service prévision du SDIS 07.

Le SEBA ne pourra être tenu responsable d'un dysfonctionnement du réseau, des poteaux d'incendie, ou d'une mauvaise définition des besoins de la défense incendie ainsi que d'un écart entre les données de modélisation fournies et les résultats du calage.

### **Article 6<sup>ème</sup> – Rémunération**

Le SEBA, ayant prévu expressément dans le contrat de délégation de service public qui le lie à la Société SAUR que cette dernière devait modéliser l'ensemble du réseau exploité, s'engage à remettre à la Commune les données de modélisation à titre gracieux.

### **Article 7<sup>ème</sup> – Durée**

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa signature par les parties et prendra fin à l'achèvement de la réalisation des prestations.

Fait à Largentière, le

Pour la Commune  
**Le Maire**

Pour le SEBA  
**Le Président**

**Monsieur**

**Monsieur Jean PASCAL**